

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Agam – 03 décembre 2024

ORDRE DU JOUR

- ▶ Approbation du compte-rendu du Conseil d'administration du 13 juin 2024
- ▶ Approbation du Programme de Travail Partenarial 2024 modifié
- ▶ Fonctionnement de l'agence
 - Projet de Programme de Travail Partenarial 2025
 - Projet de budget 2025
 - Coût de journée pour les contrats
- ▶ Vie associative
 - Déménagement : changement de l'adresse du siège social de l'association
 - Agrément de nouveaux partenaires associés
- ▶ Questions diverses
 - Démission d'un administrateur

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 13 JUIN 2024 (délibération)

Cf. compte-rendu en pièce jointe

Projet de délibération 2024-16 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider le compte rendu du Conseil d'administration du 13 juin 2024

APPROBATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL PARTENARIAL 2024 MODIFIE (délibération)

Le programme de travail partenarial 2024 a été approuvé lors du CA du 13 juin dernier. Il comportait 232 missions (non compris les fins de missions 2023 et les contrats). Depuis, les besoins d'accompagnements, les projets et problématiques des partenaires nous ont amené à légèrement compléter le programme. Les ajouts portent sur :

- Une réflexion sur la mobilité sur la commune de Marignane
- Proposer des alternatives au projet SNCF sur le Pôle d'échange multimodal (PEM) de Saint-André sur Marseille
- Proposer quelques éléments cartographiques détenus par l'agence pour contribuer à la réflexion préalable à une démarche de valorisation territoriale d'AMP

Ces nouvelles missions ne modifient pas l'équilibre général du programme partenarial ; ils en constituent un ajustement mineur. C'est pourquoi, il est proposé à la simple validation du Conseil d'administration.

Projet de délibération 2024-17 : à l'issue de cette présentation et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider le programme de travail partenarial 2024 modifié

FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE (délibérations)

Projet de Programme de Travail Partenarial 2025

Contexte

Le programme de travail partenarial constitue la pierre angulaire de l'activité de l'AGAM en même temps qu'il incarne pleinement **le sens partenarial de l'action** de l'agence d'urbanisme.

Le programme de travail partenarial vise aussi à renforcer son **rôle de tiers de confiance et de lieu de la coopération territoriale** par la mise en partage de l'ensemble de ses connaissances, par la capitalisation d'un socle commun de savoirs et de représentations afin d'alimenter la réflexion des différents acteurs locaux. L'arrivée de nombreux nouveaux membres et partenaires depuis 2022 est une opportunité pour diversifier les angles d'approche de l'AGAM.

Il est élaboré entre le dernier trimestre de l'année précédente et le 1^{er} trimestre de l'année d'après. L'élaboration de ce programme est une démarche qui implique l'ensemble des partenaires de l'AGAM, à la fois dans les demandes qui doivent être mutualisées, directement ou indirectement, mais également dans les itérations nécessaires à la formalisation des attendus de chacun dans les différentes missions. Il doit permettre à chacun des membres de bénéficier d'un accompagnement adapté et spécifique. Ce processus est donc un exercice complexe qui demande un haut niveau de coopération et de coordination.

Le programme de travail partenarial est principalement financé par les cotisations et subventions des membres. Depuis 2022, il a été réorganisé pour lui donner une plus grande visibilité et cohérence. Il s'inscrit pour la première année dans les axes du programme-cadre triennal 2024-2026 qui permet de renforcer les objectifs partagés, de conforter le **rôle d'ingénierie pluridisciplinaire et d'accompagnement** de l'AGAM à la transformation des territoires et de mieux identifier l'implication de l'Agence dans un éventail large des politiques publiques portées par ses membres. Pour rappel cinq axes structurent le programme-cadre :

1. Cibler les enjeux environnementaux et territoriaux de l'action publique
2. Proposer de nouveaux modèles dans les choix d'aménagement
3. Décrypter le quotidien, les modes de vie et les aspirations des habitants
4. Travailler à l'équilibre, l'attractivité et le futur de l'espace métropolitain
5. Développer l'intelligence territoriale et l'expertise numérique

Pour 2025, la capacité de production de l'agence devrait se situer aux environs de 7 400 jours d'activité, **sous réserve des possibilités budgétaires**, les charges ressources humaines représentant environ 80% des charges du budget.

Situation

Il n'est pas possible à ce jour de voter le programme de travail partenarial 2025, faute de stabilité suffisante. Il sera voté lors du premier Conseil d'administration 2025.

Le programme de travail 2025 comprendra de sujets qui mobilisent fortement l'équipe depuis plusieurs années. En effet, comme chaque année, le prolongement de missions déjà engagées devraient représenter une part significative des projets.

L'appui aux acteurs publics dans leurs **démarches de planification** est une des missions fondamentales de l'AGAM. Elle vise à accompagner les partenaires de l'agence pour élaborer, modifier ou assurer le suivi de la mise en œuvre de procédures et dispositifs définis dans un cadre réglementaire, et ce à différentes échelles.

Accompagner **la fabrique de la ville** et plus largement les territoires dans leur diversité d'échelles et d'identités, représente l'autre versant de l'accompagnement des territoires dans le développement, croisant besoin de nouveaux modèles et exigences de sobriété. L'agence propose des travaux qui permettent également d'éclairer les nouveaux modes de faire et les nouveaux modèles urbains.

Face à l'urgence climatique et à la nécessité de mettre en œuvre des solutions **d'adaptation au changement climatique** et de réduction de l'empreinte carbone dans les villes et les territoires, le programme de travail partenarial de l'AGAM 2025 confortera et développera les missions et études sur ces thématiques.

Aider à renforcer des **solidarités sociales et territoriales** s'effectuera selon deux entrées complémentaires : une entrée par politiques publiques en direction des publics les plus démunis et une entrée par territoire dans laquelle la question des solidarités rejoint celles du dialogue et des coopérations.

Développer les **intelligences territoriales** est une des activités permanente de l'agence. Les observatoires et démarches d'observation permettent de collecter et de produire de la donnée pour la transformer en information fiable et partagée avec les acteurs du territoire. Ce champ est intégré au **Socle commun** qui constitue **les ressources partagées** au service de chacun et financées par tous.

Ces activités permettent de préparer, capitaliser, transmettre, partager et valoriser le contenu des études et travaux réalisés par l'AGAM. L'agence est animée d'une volonté de diffuser davantage encore ses productions en innovant dans ses modes de restitution et de communication et en les adaptant aux besoins des partenaires. Ainsi, en 2025, elle continuera notamment d'organiser des événements et des temps forts pour favoriser la mise en commun, les échanges autour de ses travaux et contribuer au débat public.

Projet de délibération 2024-18 : à l'issue de cette présentation, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De constater l'avancement de la préparation du programme de travail partenarial 2025 présentant une capacité d'environ 7400 jours sur projets (sous réserve de capacité budgétaire)
- De valider le principe d'une approbation du programme de travail partenarial 2025 lors du 1^{er} Conseil d'administration de 2025 afin de pouvoir le soumettre au vote de l'Assemblée générale annuelle à la fin du 1^{er} semestre.

Projet de budget 2025

Le budget prévisionnel 2025 a été construit cette année encore par les dépenses, faute de connaître les financements des partenaires, et dans une volonté de retranscrire la situation financière de l'agence de façon sincère et fidèle.

Nous proposons donc une première version du budget prévisionnel permettant d'engager les dépenses dès janvier 2025. Il restera à affiner en fonction des subventions discutées avec l'ensemble des membres. Il sera primordial pour l'AGAM que les financements des membres puissent être validés le plus tôt possible compte tenu des décalages existants entre l'activité et les premiers mandatements, qui nécessitent une trésorerie permettant de couvrir les frais de fonctionnement de l'agence pendant 4 à 5 mois.

Il convient également de souligner qu'à ce stade, un besoin en financement de 158 284 euros restant à trouver est nécessaire pour présenter un budget à l'équilibre.

Le budget prévisionnel 2025 s'élève donc à 5 263 840 euros.

Budget (en €)	2025	2024	2 023
	Prévisionnel CA 03/12/2024	Prévisionnel CA 10/04/2024	Réalisé CA 10/04/2024
AMP METROPOLE	3 522 700	3 344 700	3 297 200
VILLE DE MARSEILLE	700 000	750 000	650 000
GPMM	70 000	70 000	70 360
EPAEM	60 000	60 000	52 000
Etat dotation DGALN	138 246	137 647	137 647
Autres subventions Etat	10 000	60 000	4 000
Subventions membres	4 500 946	4 422 347	4 211 207
DEPARTEMENT 13	125 000	136 000	120 000
ARS	-	-	-
CROUS	5 000	5 000	5 000
MANOSQUE	34 200	34 200	17 500
LA CIOTAT	15 000	30 000	-
SNCF immo	60 000	70 000	64 800
MIRAMAS	40 000	49 000	-
MARIGNANE	12 000	12 000	-
CCIMP	6 000	-	6 000
Autres missions du PTP	-	178 000	-
Subventions autres partenaires	297 200	514 200	213 300
Impact des fonds dédiés (FD)	0	1 640	168 560
TOTAL DES FINANCEMENTS DU PTP	4 798 146	4 938 187	4 593 067
REGION	135 000	132 900	123 750
MAISON DE L'EMPLOI	18 000	25 000	-
URFE	-	1 500	2 250
SOLEAM	-	-	8 800
GEMAPI	30 000	48 000	24 000
ARS	10 000	-	-
Autres contrats	-	29 000	-
Programme sectorisé	193 000	236 400	158 800
Impact des produits constatés d'avance (PCA)	0	7 040	-12 120
TOTAL DU PROGRAMME D'ACTIVITES	4 991 146	5 181 627	4 739 747
PRODUITS FINANCIERS	4 000	15	15
PRODUITS EXCEPTIONNELS	80 410	345 000	-
AUTRES PRODUITS	30 000	35 000	56 331
Financements complémentaires à chercher	158 284	-	-
Autres produits	272 694	380 015	56 346
TOTAL RECETTES	5 263 840	5 561 642	4 796 093
CHARGES DE PERSONNEL	3 920 340	3 881 667	3 216 680
Equivalent temps plein (ETP)	Prévisionnel 2025 60 personnes soit 58,2 ETP	Prévisionnel 2024 63 personnes soit 59 ETP	En moyenne 2023 53 personnes soit 50,5 ETP
AUTRES CHARGES/PROVISIONS LIEES AU PERSONNEL	340 899	337 536	278 726
CHARGES DE STRUCTURE	894 602	1 229 849	941 229
CHARGES LIEES AUX ETUDES	-	-	-
AMORTISSEMENTS	60 000	59 690	52 424
PROVISIONS	30 000	30 000	28 126
AUTRES CHARGES	15 000	20 000	61 569
CHARGES FINANCIERES	3 000	2 300	237
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	600	185 980
TOTAL DEPENSES	5 263 840	5 561 642	4 764 971
RESULTAT	0	1	31 122

Hypothèse à discuter

Hypothèse à valider

Les produits

A ce stade, les recettes dont le montant reste à discuter représentent un montant de 450 446 euros (surlignées en orange) et les recettes dont le montant reste à valider représentent un montant de 4 540 700 euros (surlignées en vert), soit respectivement 9% et 91% des recettes du programme d'activités. Les recettes sont globalement en baisse par rapport à 2024 à hauteur de 297 802 euros, soit -5,4%.

Les recettes sont majoritairement constituées des subventions des membres de l'agence. Elles représentent 4 798 146 €, soit 91,2% des recettes. Ces subventions attendues sont en baisse de 3,4% par rapport à 2024, ce qui représente 170 041 euros. Elles sont principalement composées du financement de la Métropole pour 3 522 700 euros, de la Ville de Marseille pour 700 000 euros et de l'Etat pour 138 246 euros (montants à valider).

Les contrats complètent les recettes à hauteur de 193 000 euros, soit 3,7% des recettes. Ils sont en baisse de 18,2% par rapport à 2024, ce qui s'explique principalement par une enveloppe de contrats espérés en 2024 non budgétée en 2025. Le principal contrat de l'agence est conclu entre le réseau des agences d'urbanisme et la région Sud et représente 70% du montant total de la partie sectorisée.

Les autres produits représentent 272 694 euros, soit 5,1% des recettes. Ils comprennent essentiellement la part des financements complémentaires à aller chercher pour équilibrer le budget pour 158 284 euros, la reprise de provision en lien avec la restitution des anciens locaux à la fin du mois de janvier 2025 pour 80 410 euros et des produits divers de gestion courante pour 30 000 euros. Pour finir, le résultat financier affiche 4 000 euros de recettes qui proviennent d'une volonté d'optimiser la gestion de la trésorerie avec l'utilisation de compte à termes. La variation à la baisse des autres produits par rapport à 2024 provient essentiellement de la reprise de provision en lien avec le déménagement de l'agence et la double facturation des loyers pour 345 000 euros.

A noter, le budget prévisionnel a été construit en tenant compte de fonds dédiés et de produits constatés d'avance constants, sans impact budgétaire d'une année sur l'autre. Ceci sera à ajuster en fonction de la clôture de l'exercice 2024.

Les charges

Les charges s'élèvent à 5 263 840 euros, en baisse de 297 802 par rapport à 2024, soit -5,4%.

Les charges de personnel sont quasiment identiques à celles de 2024, en faible hausse de 38 673 euros. Elles comprennent un seul recrutement pour 2025 avec le remplacement d'un chargé d'études. (CDD). En comparaison avec 2023, les charges de personnel ont augmenté de 703 660 euros, soit +18,1%. Cela s'explique par le recrutement de sept salariés, nécessaire pour répondre aux besoins d'activité. L'agence devrait donc être composée de 60 salariés en 2025 (59 en 2024).

Les charges de structure sont en forte baisse de 335 247 euros, soit -27,3%. Elles retrouvent ainsi un niveau cohérent avec l'activité de l'agence en se rapprochant du montant de 2023, ce qui s'explique essentiellement par **la fin du surcoût du double loyer lié au déménagement des locaux**.

Un travail de fond sur les contrats de l'agence a également permis de négocier au mieux ses intérêts avec une baisse de 46 627 euros de ces dépenses par rapport à 2023, soit -4,9%.

Les autres postes de charges varient sensiblement et concernent les amortissements, les provisions, les charges financières et d'autres charges diverses. Au global, ces dépenses diminuent de 3 990 euros, soit - 3,6%.

Conclusion

Le budget 2025, en l'état, au stade de maquette prévisionnelle, est ainsi construit sur la base d'hypothèses plus ou moins validées concernant les recettes faute de connaître les financements des partenaires. Il est déséquilibré et présente un besoin en financement à trouver de 158 284 euros.

Projet de délibération 2024-19 : après la présentation et discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider le budget prévisionnel 2025 en précisant que le budget sera voté début 2025, une fois que les financements des partenaires auront été votés, pour une approbation à l'Assemblée générale annuelle.
- De l'autoriser à engager les dépenses 2025

Barème d'intervention de l'agence en contrat de prestation de service classique

Bien qu'obligatoirement minoritaire dans son activité (moins de 20% de son activité), l'AGAM peut légalement intervenir en prestation de service. Cette activité de prestation de service est alors soumise à TVA, comme n'importe quel contrat.

Il convient qu'il y ait une différence de barème entre les coûts d'intervention de l'AGAM via le programme partenarial et l'activité sectorisée, celle-ci étant dans le marché concurrentiel et devant donc inclure une marge.

Il est ainsi proposé au Conseil d'administration de fixer le coût d'intervention de l'AGAM en contrat de prestation de service à 800 euros hors taxe par jour. Ce prix pourra être révisable par décision du Conseil d'administration en fonction de l'évolution du marché et des charges de l'agence.

Projet de délibération 2024-20 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider le coût de journée d'intervention de l'AGAM en contrat de prestation de service fixé à 800€ H.T.

VIE ASSOCIATIVE (délibérations)

Déménagement : changement de l'adresse du siège social de l'association

Suite au déménagement de l'agence cet été, il est nécessaire de procéder au changement d'adresse du siège de l'association. Conformément aux statuts (article 4), il revient au Conseil d'administration d'entériner ce changement d'adresse de l'AGAM. La nouvelle adresse est donc :

1, Place Jules Guesde
Immeuble Adriana
13002 MARSEILLE

Projet de délibération 2024-21 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider la nouvelle adresse du siège de l'association AGAM

Adhésions à l'agence

La Maison De l'Emploi de Marseille a fait part le 26 juillet dernier par mail de son souhait de devenir partenaire associé de l'AGAM.

Projet de délibération 2024-22 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'obtention du statut de partenaire associé pour la Maison De l'Emploi de Marseille
- L'autoriser à signer toute convention de partenariat avec la structure, dans l'objectif de développer les coopérations

L'Association Régionale pour l'Habitat Social PACA & Corse a également fait part le 23 juillet dernier de son souhait de devenir partenaire associé de l'AGAM (voir courrier en pj).

Projet de délibération 2024-23 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'obtention du statut de partenaire associé pour L'Association Régionale pour l'Habitat Social PACA & Corse
- L'autoriser à signer toute convention de partenariat avec la structure, dans l'objectif de développer les coopérations

Action Logement, également acteur important du territoire en matière d'habitat, a fait part le 07 octobre dernier de son souhait de devenir partenaire associé de l'AGAM (voir courrier en pj).

Projet de délibération 2024-24 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'obtention du statut de partenaire associé pour Action Logement
- L'autoriser à signer toute convention de partenariat avec la structure, dans l'objectif de développer les coopérations

L'ADIL des Bouches-du-Rhône, qui travaille pour le développement du territoire et l'amélioration de son cadre de vie, a fait part le 25 novembre dernier de son souhait de devenir partenaire associé de l'AGAM (voir courrier en pj).

Projet de délibération 2024-25 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'obtention du statut de partenaire associé pour l'ADIL des Bouches-du-Rhône
- L'autoriser à signer toute convention de partenariat avec la structure, dans l'objectif de développer les coopérations

Enfin, l'**Ordre des Architectes Provence Alpes Côte d'Azur**, (sous réserve de réception du courrier de demande)

Projet de délibération 2024-26 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'obtention du statut de partenaire associé pour l'Ordre des Architectes Provence Alpes Côte d'Azur
- L'autoriser à signer toute convention de partenariat avec la structure, dans l'objectif de développer les coopérations

QUESTIONS DIVERSES

Démission d'un administrateur (information)

Monsieur Lionel Royer-Perreaut, trésorier de l'association, a fait part de sa démission par courrier (voir courrier en pj). La Métropole Aix-Marseille-Provence va désigner un nouvel administrateur lors de son prochain Conseil de Métropole. Une fois la désignation faite, le Conseil d'administration de l'Agam pourra désigner son nouveau représentant au Bureau ainsi que son trésorier.